

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Programme commun de toute la gauche, du PS au NPA, pour chasser Sarkozy !

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : vendredi 1er mai 2009

Démocratie & Socialisme

Seule la division de la gauche permet à Sarkozy de rester en place !

Sarkozy est sur un siège éjectable, mais rien ne bouge. En deux ans de mandat, il a réussi à se faire unanimement détester. Immédiatement après son élection, il a réussi à afficher aussi bien sa grande connivence avec les patrons milliardaires du CAC 40 que son immense mépris pour ceux qui travaillent. « Travailler plus pour gagner plus » disait-il. En quelques mois, on avait compris : ceux qui travaillent, les salariés, devaient effectivement travailler plus, et ceux qui gagnent de l'argent, les actionnaires et le patronat, gagnaient, en effet, plus d'argent. Puis, vint la crise : celui qui nous disait avec assurance que « les caisses sont vides » a su trouver, en urgence, quelques centaines de milliards d'euros pour sauver les banques. Le même, en pleine explosion du chômage, rend l'usage des heures supplémentaires plus attrayant que les embauches ; pour garantir les profits, il facilite le recours au chômage partiel sans aucun égard pour les salariés qui le subissent et leurs familles. Encore une fois, ce sont les salariés qui doivent payer pour une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Sarkozy est incapable de nous sortir de la crise. Ce n'est pas un président de la République, c'est le maire de Neuilly à l'Élysée ! Sa base sociale, ce sont les riches, les patrons, les actionnaires, et c'est uniquement pour eux qu'il travaille. Malheureusement pour lui, ça se voit !

Après la paralysie de la Guadeloupe par le mouvement social, c'est au tour de la métropole de manifester massivement pour que ça change (29 janvier, 19 mars, 1er mai...). Quand ce ne sont pas ses amis patrons qui se font séquestrer, c'est Sarkozy qui est directement pris pour cible par les manifestants. Deux ans : ça suffit ! La fragilité de sa situation apparaît jusque dans son camp où Villepin et Juppé sont déjà en embuscade, dans les starting-blocks, au cas où il faudrait le remplacer.

Il est fragilisé, de plus en plus illégitime, mais pas réellement menacé. C'est ce qui crée l'ambiguïté de la situation. Une colère immense qui gronde dans le monde du travail, un rejet quasi unanime de la politique de la droite, mais aucune alternative réellement crédible à l'horizon. Sarkozy est sur son siège éjectable, mais tant que personne ne sait qui va appuyer sur le bouton, il n'a pas trop à s'inquiéter.

Or, la crise crée l'urgence.

Union de la gauche autour d'un programme d'urgence

Face à un pouvoir qui oeuvre pour le MEDEF, il faut une alternative qui porte un programme défendant les intérêts de la grande majorité de la population : le salariat. C'est la gauche dans son ensemble qui doit prendre ses responsabilités pour son camp. Aucun parti de gauche ne peut, à lui seul prétendre représenter l'alternative. Nous avons besoin de toutes les forces, du PS au NPA, unies autour d'un programme d'urgence pour sortir de la crise en redistribuant les richesses. Les mesures d'urgence pour la justice sociale ne sont pas à inventer. Ce sont les revendications que les salariés de ce pays font entendre lors des grèves qui fleurissent depuis le début de la crise : augmentation immédiate des salaires (la Guadeloupe nous a prouvé que c'est possible !) ; interdiction des licenciements ; salaire plafond pour les dirigeants d'entreprises et arrêt des rémunérations scandaleuses (retraites chapeaux, parachutes dorés, bonus, stocks options...) ; embauche massive de fonctionnaires à l'école, à l'hôpital... Tous les partis de gauche sont d'accord sur la nécessité d'augmenter les salaires. Certes, le NPA propose 300 euros quand le PS écrit dans son texte d'orientation qu'il faut relever le SMIC de 3 %. Mais gageons que la victoire

historique du LKP guadeloupéen aura fait comprendre aux dirigeants socialistes que rien ne sert d'être trop timoré.

Tous les partis de gauche sont pour des mesures d'urgence face aux licenciements, notamment l'interdiction des licenciements boursiers. Tous les partis de gauche se prononcent pour la défense et l'extension des services publics. Le programme commun de la gauche, même si c'est a minima, existe déjà ! Il faut le discuter, le faire discuter pour l'enrichir et le populariser, en appelant à des « États Généraux » de toute la gauche, relayés par des comités de soutien locaux associant le plus largement possible les citoyens, les salariés, les syndicalistes...

Donner une telle perspective au mouvement social, c'est aussi lui donner un moteur puissant. C'est ce qui permet de transformer des grèves nombreuses mais éparpillées en une seule grève directement politique pour la démission de Sarkozy et de son gouvernement ! C'est au parti socialiste, en tant que premier parti de la gauche, que revient la responsabilité de l'appel à l'unité vers des élections anticipées. Pour cela, il faut rompre avec la fétichisation du calendrier électoral, car, pour des milliers de salariés, la nécessité absolue d'ici 2012 c'est de pouvoir vivre décemment !

Thomas Chavigné (31)